

Table des matières

Sommaire	3
Avertissement	7
Liste des abréviations.....	9
Chapitre I. Les sources du droit disciplinaire.....	11
Section 1. – Historique.....	11
I. Le corporatisme.....	11
II. La liberté de commerce	11
Section 2. – La loi disciplinaire	12
I. Principes.....	12
II. L'application de la loi disciplinaire dans le temps.....	13
A. Non-rétroactivité de la loi disciplinaire.....	13
1. Les instruments de protection des Droits de l'homme	13
2. En droit interne.....	14
a. Principes.....	14
b. Historique.....	15
c. Reconnaissance de la non-rétroactivité de la loi disciplinaire...	16
3. Les règles déontologiques existent indépendamment de leur énonciation dans un texte formel	17
B. Quelle procédure appliquer en cas de succession de textes.....	17
Section 3. – Le droit disciplinaire est-il du droit pénal ou du droit civil ?	18
I. Au regard du droit interne	18
A. Le droit disciplinaire ressortit au droit pénal / à la procédure pénale....	19
B. Le droit disciplinaire ressortit au droit civil / à la procédure civile...	19

II. Au regard de l'article 6 Conv.EDH.....	20
A. Position de la question.....	20
B. L'applicabilité de l'article 6 Conv.EDH à la matière disciplinaire.....	21
1. Évolution de la jurisprudence	21
a. La jurisprudence ancienne de la Cour de cassation	21
b. L'affaire <i>Engel c. Pays-Bas</i> – 1976.....	21
c. L'affaire <i>König c. Allemagne</i> – 1978	22
d. L'affaire <i>Le Compte, Van Leuven et De Meyere c. Belgique</i> – 1981	23
e. L'affaire <i>Albert et Le Compte c. Belgique</i> – 1983.....	25
f. Les arrêts de la Cour de cassation du 14 avril 1983.....	25
2. Le cas particulier de l'action disciplinaire contre des fonctionnaires.....	27
a. Historique.....	27
b. L'affaire <i>Pellegrin c. France</i> – 1999	29
c. L'affaire <i>Vilho Eskelinen et autres c. Finlande</i> – 2007	31
3. L'accès à une profession.....	31
4. Conditions pour qu'une poursuite disciplinaire porte sur des droits civils	33
a. Notion de droits civils – Distinction entre droit interne et art.6, § 1 ^{er} Conv.EDH	33
b. Les droits civils au sens de l'article 6 § 1 ^{er} Conv.EDH	34
5. Conditions pour qu'une poursuite disciplinaire soit une accusation pénale.....	34
a. Position de la question	34
b. Suivant la jurisprudence de Strasbourg	35
§1 <i>Principes</i>	35
§2 <i>Les critères de l'accusation en matière pénale</i>	36
(a) La classification en droit interne	36
(b) La nature de l'infraction	36
(c) La nature et le degré de sévérité de la sanction	37
1) La nature de la sanction	37
2) La sévérité de la sanction	38
§3 <i>La jurisprudence postérieure à l'affaire Engel</i>	38
(a) L'affaire <i>Campbell et Fell</i> – 1984	38
(b) L'affaire <i>Weber c. Suisse</i> – 1990.....	39
(c) L'affaire <i>Demicoli c. Malte</i> – 1991	39

(d) L'affaire <i>Guisset c. France</i> – 2000.....	39
(e) L'affaire <i>Ezeh et Connors</i> – 2003.....	40
(f) L'affaire <i>Štitić c. Croatie</i> – 2007.....	40
(g) L'affaire <i>Payet c. France</i> – 2011.....	41
(h) En conclusion.....	42
§4 Application des articles 6, § 2, 6, § 3 et 7 Conv.EDH.....	42
(a) Principe.....	42
(b) Tempéraments du principe.....	44
c. En droit interne.....	45
Chapitre 2. Champ d'application du droit disciplinaire.....	47
Section 1 – La liberté d'exercer une profession.....	47
Section 2 – Liberté d'association et obligation d'être inscrit à un Ordre.....	48
Section 3 – La finalité du droit disciplinaire.....	49
Section 4 – Les droits acquis lors de l'instauration d'un accès à la profession.....	50
Chapitre 3. Les manquements disciplinaires.....	53
Avertissement.....	53
I. La preuve des griefs.....	53
A. Position de la question.....	53
B. La présomption d'innocence.....	53
1. Position de la question.....	53
2. La jurisprudence de la C.E.D.H.....	54
C. La charge de la preuve des griefs.....	54
II. L'imputabilité des griefs – Responsabilité des personnes morales.....	56
III. L'élément moral du grief.....	57
IV. Grief tiré de la vie privée.....	57
V. Grief fondé sur une infraction pénale.....	60
A. Position de la question.....	60
B. <i>Ne bis in idem</i>	60
1. Position de la question.....	60
2. Une sanction pénale fait-elle obstacle à une sanction disciplinaire ?.....	61

a. La jurisprudence de la C.E.D.H.....	61
b. En droit interne.....	62
C. Une procédure pénale fait-elle obstacle à la procédure disciplinaire ?...	62
I. Position de la question.....	62
2. L'intéressé a été jugé au pénal.....	63
a. Le jugement a statué sur le fond.....	63
§1 Si l'intéressé a été condamné par le juge pénal.....	63
§2 Si l'intéressé a été acquitté par le juge pénal.....	63
b. Le jugement n'a pas statué sur le fond	65
3. L'intéressé fait l'objet de poursuites	66
a. Position de la question	66
b. Identité entre des faits punissables pénalement et disciplinairement	67
§1 Position de la question	67
§2 Identité de fait et identité de qualification	67
§3 Identité de fait et identité d'éléments constitutifs	67
c. Le pénal tient-il le disciplinaire en état ?	69
§1 La doctrine de M. Bekaert.....	69
§2 La Cour de cassation.....	70
§3 La Cour constitutionnelle	72
§4 La C.E.D.H.	72
§5 En conclusion	72
VI. Grief fondé sur un manquement à la loi civile	73
Chapitre 4. Les principes de procédure disciplinaire.....	75
Section 1. – Le droit d'accès à un tribunal	75
I. Position de la question	75
II. Notion de « tribunal » au sens de l'article 6 § 1 ^{er} Conv.EDH.....	75
Section 2. – Le principe de légalité.....	77
I. Position de la question.....	77
II. <i>Nulla poena sine lege</i> (art. 14 C.)	78
1. En droit pénal	78
2. En droit disciplinaire	78
III. La légalité des incriminations et des peines (art. 12 C.).....	78
A. Principe.....	78
B. L'accès à la jurisprudence disciplinaire	81

IV. Les règles déontologiques écrites.....	82
A. Principe – Approbation par arrêté royal.....	82
B. Exception : les avocats.....	86
Section 3. – Le droit au silence – <i>Nemo tenetur</i>.....	86
I. Position de la question.....	86
II. Le droit de ne pas contribuer à sa propre incrimination	87
1. De manière générale	87
a. L'article 14.3.g P.I.D.C.P.....	87
b. Dans la Conv.EDH.....	87
2. En droit disciplinaire	89
a. Position de la question	89
b. La primauté du devoir de loyauté sur le droit au silence.....	89
c. Évolution : la jurisprudence Antigoon.....	92
d. La primauté du droit au silence sur le devoir de loyauté.....	94
III. L'obligation de fournir des documents incriminants.....	97
1. La règle en droit pénal	97
2. La règle en droit civil	97
3. Au regard du droit européen	97
4. En droit disciplinaire	98
IV. Le droit de mentir et d'organiser librement sa défense.....	99
Section 4. – Le principe de la personnalité de la peine.....	100
I. Position de la question.....	100
II. En droit disciplinaire.....	101
Section 5. – Le principe du contradictoire.....	101
Section 6. – L'égalité des armes	103
Section 7. – <i>Ne bis in idem</i>.....	103
I. Position de la question.....	103
II. La jurisprudence de la C.E.D.H. en matière pénale.....	103
III. La jurisprudence de la C.J.U.E.....	104
IV. En droit interne.....	104
A. En procédure pénale.....	104
B. Poursuites disciplinaires après sanction disciplinaire	104
C. Poursuites disciplinaires après sanction administrative	105
D. Poursuites pénales après sanction disciplinaire.....	106

Section 8. – Les causes de justification	107
I. L'erreur invincible.....	107
A. En droit pénal.....	107
B. En droit disciplinaire	108
II. La force majeure	108
III. L'ordre de l'autorité.....	109
Section 9. – Le manquement disciplinaire constitue-t-il une faute civile ?	109
Chapitre 5. La phase d'instruction.....	111
I. Introduction	111
II. La nécessité d'un organe d'instruction	111
III. La « saisine » de l'organe d'instruction.....	112
IV. La composition de l'organe d'instruction.....	113
1. Nullité de la décision de l'organe irrégulièrement composé.....	113
2. La présence du secrétaire.....	114
3. Le remplacement d'un effectif par un suppléant	114
4. La présence de membres avec voix consultative	115
5. La présence du plaignant.....	116
V. La possibilité pour le bureau de déléguer ses pouvoirs.....	117
VI. Les mesures d'instruction	119
A. L'audition du « suspect »	119
1. L'information des griefs	119
2. Le respect de l'article 6, § 1 ^{er} lors de l'audition.....	119
3. La présence de l'avocat au stade de l'instruction.....	120
B. L'audition des témoins	121
VII. La tentative de conciliation.....	121
VIII. L'organe d'instruction est-il soumis à l'art. 6 Conv.EDH ?.....	122
IX. La sanction d'une instruction nulle	123
A. Principe.....	123
B. L'appropriation des nullités.....	124
1. L'appropriation des nullités de l'instruction	124
2. L'appropriation des nullités de la décision de première instance	125
Chapitre 6. La phase de jugement	129
Section 1. – Les règles communes aux juridictions disciplinaires....	129
I. La nature des juridictions disciplinaires	129

II. La compétence des juridictions disciplinaires	130
A. Leur compétence <i>ratione personae</i>	130
B. Leur compétence <i>ratione temporis</i>	131
C. Leur compétence <i>ratione materiae</i>	131
1. Généralités	131
2. Le recours en excès de pouvoir	132
3. Pouvoirs particuliers	132
D. Leur compétence <i>ratione loci</i>	132
1. Principe	132
2. Changement de tableau en cours de procédure	133
3. La langue de la procédure	134
III. La composition des juridictions disciplinaires	134
1. Généralités	134
2. Le remplacement d'un effectif par un suppléant	135
3. Les magistrats au sein des juridictions	136
4. Un tribunal impartial	137
a. Notion	137
§1 <i>Position de la question</i>	137
§2 <i>L'obligation pour le tribunal d'être impartial</i> <i>est un principe général du droit</i>	137
§3 <i>Les critères du tribunal impartial tels qu'ils sont dégagés</i> <i>par la C.E.D.H.</i>	138
(a) Principes	138
(b) L'impartialité subjective	138
(c) L'impartialité objective	139
b. Champ d'application du principe	139
§1 <i>Le juge qui a précédemment connu de la cause</i>	139
(a) Principe	139
(b) Le juge doit avoir jugé la cause	140
(c) Le juge qui a pris parti sur l'affaire	140
(d) Le juge qui a connu d'une autre affaire concernant la même personne	142
(e) Le juge qui a été mêlé à l'instruction pénale antérieure à la procédure disciplinaire	142
(f) La jurisprudence de la C.E.D.H.	143
§2 <i>Le cumul des fonctions d'instruction et de jugement</i>	144
(a) Position de la question	144
(b) La jurisprudence de la C.E.D.H.	144

(c) La Cour constitutionnelle.....	146
(d) La Cour de cassation.....	148
1) Principe.....	148
2) Distinction entre « instruction » et « saisine ».....	148
§3 <i>L'impartialité et les membres n'ayant que voix consultative</i>	149
(a) L'assesseur juridique qui peut exercer un recours.....	149
(b) L'assesseur juridique qui a participé à l'instruction.....	151
(c) Le délégué du conseil national	152
§4 <i>L'indépendance des organes au sein d'un même Ordre</i>	152
(a) Les juridictions des architectes.....	152
(b) Les juridictions des médecins vétérinaires.....	153
§5 <i>Le juge disciplinaire qui est le supérieur hiérarchique</i>	155
§6 <i>La victime ne peut faire partie du tribunal</i>	156
§7 <i>La juridiction composée exclusivement ou majoritairement de confrères</i>	158
(a) Position de la question	158
(b) La jurisprudence de la Cour de cassation	159
(c) La jurisprudence de la C.E.D.H.	161
c. Sanction du principe d'impartialité	164
5. La récusation	165
a. Notion.....	166
b. La récusation doit viser un « juge » à voix délibérative.....	166
c. Les différentes causes de récusation.....	167
§1 <i>L'énumération de l'article 828 C.jud.</i>	167
§2 <i>La suspicion légitime</i>	168
(a) Notion	168
(b) Position de la question.....	169
§3 <i>Le juge qui s'est déjà précédemment déporté</i>	170
§4 <i>Le juge qui a déjà connu de l'affaire</i>	170
(a) Principe.....	170
(b) Exception : le jugement avant dire droit.....	170
d. Procédure de récusation.....	172
§1 <i>Principe</i>	172
§2 <i>Délai</i>	172
§3 <i>Formes de la demande</i>	173
§4 <i>Juridiction compétente</i>	173

§5	<i>L'avis du juge récusé.....</i>	176
§6	<i>Audience.....</i>	176
e.	<i>Recours contre un refus de récusation.....</i>	176
§1	<i>Position de la question.....</i>	176
§2	<i>Un pourvoi en cassation est recevable.....</i>	177
§3	<i>Le délai pour introduire le pourvoi.....</i>	177
f.	<i>Les récusations qui empêchent la juridiction de statuer.....</i>	177
6.	<i>Le dessaisissement.....</i>	178
a.	<i>Principe – Suspicion légitime.....</i>	178
b.	<i>Distinction avec la récusation.....</i>	178
c.	<i>Champ d'application.....</i>	179
§1	<i>La suspicion légitime qui vise le Parquet.....</i>	179
§2	<i>Les juridictions qui sont des organes au sein d'un même Ordre.....</i>	180
§3	<i>L'existence d'un litige parallèle ou antérieur.....</i>	182
(a)	<i>Généralités.....</i>	182
(b)	<i>Si la procédure a été initiée par la personne poursuivie.....</i>	185
(c)	<i>La juridiction qui a jugé la même personne pour d'autres faits.....</i>	186
(d)	<i>La participation à la décision de renvoi.....</i>	186
§4	<i>La problématique de la concurrence.....</i>	187
§5	<i>Demandes diverses déclarées fondées.....</i>	187
§6	<i>Demandes diverses déclarées non fondées.....</i>	189
d.	<i>Procédure.....</i>	190
IV.	<i>Préalable à la procédure disciplinaire.....</i>	192
V.	<i>La convocation.....</i>	193
VI.	<i>L'accès au dossier.....</i>	194
VII.	<i>L'audience.....</i>	195
A.	<i>La comparution.....</i>	195
1.	<i>Principe – Comparution personnelle.....</i>	195
2.	<i>Le droit d'être assisté par un avocat.....</i>	195
a.	<i>Principe.....</i>	195
b.	<i>La jurisprudence de la C.E.D.H.....</i>	196
c.	<i>La Cour de cassation.....</i>	197
3.	<i>Le droit de se défendre personnellement.....</i>	197
4.	<i>Le droit de ne pas comparaître personnellement.....</i>	197

B. Le rapport sur les faits – l’instruction d’audience	198
C. La qualification des griefs.....	198
D. L’intervention volontaire	201
E. L’audition du plaignant.....	201
F. La publicité des débats.....	202
1. Historique	202
2. La jurisprudence de la C.E.D.H.....	204
3. Champ d’application	206
4. La preuve de la publicité des débats	208
5. Poursuites pénales fondées sur des éléments d’une procédure disciplinaire.....	209
G. La clôture des débats	210
H. L’assistance des juges à toutes les audiences	211
VIII. L’instruction du dossier.....	212
IX. L’instruction de devoirs complémentaires.....	212
1. Généralités.....	212
2. L’audition de témoins	213
3. L’expertise.....	213
X. La saisine de la Cour constitutionnelle d’une question préjudicielle.....	213
A. Les organes autorisés à saisir la Cour constitutionnelle.....	213
B. La différence de traitement entre professions différentes – caractère autonome d’une procédure.....	215
XI. La sentence disciplinaire.....	216
A. L’emploi des langues	216
B. La mention des dispositions légales appliquées.....	217
C. Les dépens	217
D. La rédaction des actes de la juridiction.....	218
1. Biffures et ratures.....	218
2. La signature des juges.....	219
a. Principe général.....	219
b. Exceptions	219
E. Les règles de majorité.....	219
F. La motivation de la sentence.....	220
G. La signature de la sentence.....	221
1. Principe	221
2. Auparavant : art. 779, al. 2 C.jud.	221
3. Remplacement de l’article 779 al.2 C.jud. par l’article 782bis.....	221

H. Le prononcé de la sentence.....	222
1. La composition de la chambre lors du prononcé	222
2. Le prononcé en audience publique	222
I. La notification de la sentence.....	223
XII. Les recours.....	223
1. Absence de recours – conséquences	223
2. Les délais de recours – Généralités.....	224
a. Fixation des délais.....	224
b. Prise de cours du délai	225
c. Expiration du délai.....	226
d. Causes de suspension du délai	227
§1 <i>La force majeure</i>	227
(a) Droit commun.....	227
(b) Droit disciplinaire	228
§2 <i>La mention du délai et des voies de recours dans l'acte</i>	228
(a) Les lois disciplinaires qui prévoient une telle mention	228
(b) Les lois disciplinaires qui ne prévoient pas une telle mention	229
1) Le droit interne	229
2) La C.E.D.H.	230
XIII. La réouverture des débats	231
1. Généralités.....	231
2. La réouverture prononcée d'office	231
3. À la demande d'une partie	232
a. La demande doit être adressée à la juridiction.....	232
b. La demande doit être explicite.....	232
c. Conditions d'admission	232
§1 <i>Durant le délibéré</i>	232
§2 <i>Une pièce ou un fait nouveau</i>	233
§3 <i>Capital</i>	233
d. La décision du juge	233
XIV. Les causes d'extinction de la procédure disciplinaire	233
A. Le décès.....	233
B. La forclusion de l'action disciplinaire	233
1. Principes	233
2. Mécanisme de la forclusion	236

3. Les faits constitutifs d'une infraction pénale prescrite peuvent être poursuivis au disciplinaire	236
XV. Les causes de suspension de l'action disciplinaire.....	237
1. Le pénal tient le civil en l'état.....	237
2. L'action en calomnie	237
3. Le recours à Strasbourg.....	237
Section 2. – La procédure en première instance.....	238
I. Renvoi.....	238
II. La saisine de la juridiction de première instance.....	238
A. Notion	238
B. étendue de la saisine.....	239
C. Nullité de la saisine.....	239
Section 3. – La procédure d'appel	239
I. Le droit à un double degré de juridiction	239
A. Position de la question.....	239
B. Les traités protecteurs des droits de l'homme.....	240
1. La Convention européenne des droits de l'homme.....	240
2. Le Pacte de New York	241
C. En droit interne	241
1. La Cour de cassation.....	241
2. La Cour constitutionnelle.....	241
D. Le contrôle de pleine juridiction	245
1. Notion.....	246
2. Champ d'application	247
a. Notion.....	247
b. La Cour de cassation	247
c. Le Conseil d'État.....	247
II. Le risque de la procédure d'appel.....	249
III. Les décisions susceptibles d'appel	250
1. Principe.....	250
2. Exceptions.....	251
IV. Le délai d'appel.....	251
1. L'appel principal.....	251
2. L'appel incident.....	251
V. La déclaration d'appel.....	252
A. Par notification recommandée.....	252

B. En matière notariale	253
VI. La convocation	253
VII. La consultation du dossier	254
VIII. L'audience en appel	255
A. La composition de la juridiction	255
B. La nécessité d'une juridiction d'appel germanophone	256
IX. L'effet dévolutif de l'appel et l'évocation	256
1. Historique	256
2. Principes actuels	256
3. Application en droit disciplinaire	256
4. Exceptions / Limites	257
a. Le juge d'appel confirme une mesure d'instruction	258
b. L'irrégularité affectant la saisine du premier juge	258
c. L'incompétence du juge d'appel	258
5. Critiques	259
X. L'effet relatif de l'appel	260
A. Droit commun – à défaut de dispositions disciplinaires spécifiques	260
1. Principes	260
2. L'aggravation de la sanction en appel	260
a. Principe	260
b. L'appel incident	261
§1 Règle générale	261
§2 La motivation de l'appel incident	261
§3 Délai de l'appel incident	262
(a) En vertu du Code judiciaire	262
(b) Exceptions prévues par les lois disciplinaires	263
B. Exception à l'effet relatif prévu par les lois disciplinaires	263
XI. La sentence d'appel	263
A. En cas de nullité de la décision de première instance	263
B. La majorité requise en appel	264
1. Généralités	264
2. Exception : majorité pour aggraver la peine en appel	264
a. Droit civil et droit pénal	264
b. Droit disciplinaire	264
§1 Principe	264
§2 Exceptions	266

Section 4. – L’opposition	268
I. Obligation de comparaître sur opposition.....	268
II. L’absence de connaissance de la notification.....	269
A. Position de la question.....	269
B. La jurisprudence de la C.E.D.H.....	269
1. En matière répressive	269
2. En matière civile.....	270
III. Opposition et majorité qualifiée	272
IV. La forme de l’acte d’opposition.....	273
1. Principe	273
2. Contre deux décisions rendues par défaut	273
V. Coexistence d’une opposition et d’un appel.....	273
Section 5. – La procédure en cassation.....	273
I. Généralités	273
II. La procédure applicable : civile ou pénale.....	274
1. Historique	274
2. Situation actuelle	275
III. Décision susceptible de pourvoi.....	276
IV. Le demandeur en cassation	276
1. Lorsque le demandeur est une personne morale.....	276
2. Le recours à un avocat à la Cour de cassation.....	277
V. La forme du recours en cassation.....	280
1. Principe	280
2. Exceptions.....	280
VI. Le défendeur en cassation	280
VII. Le délai du recours en cassation	281
1. Généralités.....	281
2. Contre une décision rendue par défaut.....	282
VIII. Les moyens de cassation.....	283
IX. L’indication de la loi violée.....	284
X. Le mémoire en réponse	285
XI. La peine légalement justifiée.....	285
1. Notion.....	285
2. La théorie de la « peine légalement justifiée » en cassation pénale	285

3. La théorie de la « peine légalement justifiée » en matière disciplinaire.....	286
a. Principes.....	286
b. Limites.....	288
XII. La dénonciation du pourvoi	291
XIII. L'effet suspensif du pourvoi.....	292
XIV. Le délai dans lequel la Cour de cassation statue	293
XV. Le pourvoi dans l'intérêt de la loi	293
XVI. En cas de cassation.....	294
A. Le renvoi à la juridiction de fond.....	294
B. La cassation sans renvoi.....	294
Section 6. – La procédure de révision.....	294
Chapitre 7. Les sanctions disciplinaires	297
Srction 1. – Le choix de la sanction	297
I. Principe : énumération limitative des sanctions	297
II. Application : le sursis ou la suspension.....	298
1. Règle générale	298
2. Exceptions.....	299
III. Exception : La déclaration de culpabilité	299
IV. Les diverses peines.....	300
A. Position de la question.....	300
B. Les peines majeures.....	300
1. Démission / révocation / radiation	300
2. La peine de la suspension	300
a. Principe	300
b. Suspension et droit de porter le titre.....	301
C. Les peines mineures	302
V. La situation de récidive.....	302
Section 2. – La proportionnalité de la sanction.....	302
Section 3. – Le délai raisonnable.....	303
I. La jurisprudence de la C.E.D.H.....	303
II. La situation en droit interne	304
A. Principe.....	304
B. Le calcul du délai raisonnable.....	305

1. Principe.....	305
2. Le pénal tient le disciplinaire en état	305
C. La sanction du délai raisonnable	306
Section 4. – La prise de cours de la sanction.....	306
Section 5. – Effacement et réhabilitation	306
Section 6. – Entraide judiciaire en matière de sanctions disciplinaires	307
Chapitre 8. Les autres mesures.....	309
I. Position de la question	309
II. Les mesures conservatoires.....	309
A. Position de la question.....	309
B. Les mesures de suspension.....	310
C. Recours	310
III. Les mesures individuelles non disciplinaires.....	311
A. Position de la question.....	311
B. Procédure applicable	313
C. Limites.....	313
1. Au niveau du type de mesure	313
2. Au niveau du caractère individuel de la mesure.....	314
3. Au niveau du but de la mesure.....	315
D. Recours	315
IV. Les mesures spécifiques	316
V. Les mesures d'ordre qui sont des sanctions déguisées	316
A. Position de la question.....	316
B. Le remplacement du curateur de faillite.....	316
C. Les mesures prises à l'égard des magistrats.....	317
VI. L'accès à la profession.....	319
A. Position de la question.....	319
B. Jurisprudence de la C.E.D.H.....	320
C. Le refus d'inscription.....	320
1. La motivation du refus	320
2. L'inscription conditionnelle	321
3. Les recours contre un refus.....	321
D. L'omission pour des motifs non disciplinaires	322

Conclusions.....	325
Bibliographie sommaire.....	327
Index.....	337
Table des matières.....	343